

Je m'oppose à l'adoption de ce bill car tout prouve que son adoption dans sa forme actuelle fait l'objet d'une vaste opposition dans le pays. Les preuves qu'en fournit la presse ne sont pas concluantes mais sont cependant suffisamment importantes pour nous donner à réfléchir. Des documents prouvent que cinq gouvernements provinciaux s'opposent à l'adoption de ce bill dans sa forme actuelle et ces cinq gouvernements provinciaux représentent 75 p. 100 de la population canadienne.

Ceux qui sont au courant des problèmes fiscaux s'opposent à l'adoption du bill à l'étude, il y a amplement de preuves là-dessus. Le comité a entendu les témoignages de l'Association du barreau canadien, de l'Institut des comptables agréés, de l'Association des marchands détaillants et ainsi de suite. Nous n'avons pas entendu que les gens qui ont de grands intérêts financiers, mais nous avons aussi des preuves que les petites entreprises et les particuliers s'opposent au bill. On dirait que nous ne faisons aucun cas de ces témoignages.

On nous dit que nous ne devons pas retarder l'adoption du bill. Je me borne à dire ceci, honorables sénateurs: Si la chambre haute a une fonction historique, c'est bien celle de retarder une mesure quand ce retard est dans l'intérêt public. L'argument selon lequel la chambre haute ne devrait pas retarder une mesure législative n'a aucun sens à mes yeux, si la chambre en question croit qu'il est sage de la retarder.

Ma troisième objection à l'adoption du bill vient de l'incertitude de l'heure. On a examiné la question des deux côtés: l'incertitude augmentera-t-elle du fait de ce bill ou diminuera-t-elle? Au dire des uns, elle augmentera et au dire des autres, le bill la fera diminuer. Pour moi, les arguments des deux côtés s'annulent les uns les autres.

Je me rappelle les renseignements qu'avait fournis à la Chambre le sénateur Lang, en disant qu'il avait rencontré un collègue, avocat, lequel l'avait prié instamment de prendre toutes les mesures possibles pour faire adopter ce bill sans délai, puisque la société dont il faisait partie y avait décelé plus de 100 échappatoires dont elle avait hâte de profiter.

Je le mentionne . . .

**L'honorable M. Langlois:** Ce n'est pas très convaincant.

**L'honorable M. Grosart:** Je le dis simplement pour montrer que, probablement, cette incertitude sera un lourd fardeau pour les particuliers—ces contribuables qui ne sont pas en mesure de retenir les services des spécialistes dont ils auraient besoin pour se conformer à la loi, tout en échappant aux lourdes sanctions prévues pour l'évasion fiscale; et non seulement la fraude, pourrais-je signaler.

Quatrièmement, ce bill nous arrive—et, une fois de plus, je me reporte aux responsabilités que la seconde Chambre a toujours assumées—alors qu'il n'a pas été étudié à fond à l'autre endroit. Je n'ai pas l'intention d'insister sur ce point, si ce n'est pour dire que, probablement, les deux tiers des 200 amendements qui ont été présentés à l'autre endroit n'ont pas été discutés, puisque le gouvernement a deux fois eu recours à la clôture, pour mettre fin à la libre discussion de ce bill.

J'en suis certain, en général, les sénateurs seront d'avis que si on ne nous obligeait pas à nous hâter nous aurions certainement renvoyé ce bill à l'autre endroit avec des amendements. Il n'y a aucun doute là-dessus. Le sénat aurait apporté au bill, conformément à sa longue tradition, des amendements qui l'auraient amélioré, comme il

l'a toujours fait à l'égard de bills de cette nature qui nous parviennent, de l'autre endroit.

On a dit que tout changement apporté au bill au moyen d'un amendement aurait dérangé le calendrier du gouvernement. On a grandement exagéré la situation, je pense. Le comité a, à diverses reprises, proposé des mesures qui auraient pu être incorporées au bill, mais qui ne l'ont pas été. Pour ne citer qu'un exemple, il a recommandé qu'aucun règlement à effet rétroactif ne soit promulgué en vertu du bill. C'était une recommandation du comité. Si on l'avait menée à bonne fin, même dans un geste symbolique, on aurait détruit l'argument selon lequel il était impossible de changer un iota du bill sans en déranger l'ensemble. Bien entendu, il y avait aussi la recommandation que les bourses d'études échappent à certaines dispositions du bill.

• (1150)

Je ne sais pas si les sénateurs ont remarqué que d'un certain point de vue, si l'on veut d'un certain point de vue politique, les seuls amendements présentés hier étaient ceux qui venaient du Sénat. Nous, de ce côté-ci du Sénat, n'avons pas proposé les amendements mis de l'avant par nos collègues politiques de l'autre endroit. Mes raisons personnelles étaient que j'essayais de mon mieux de résoudre, sans sectarisme politique, la situation que j'appelle le dilemme du Sénat.

Je me suis longuement demandé s'il était dans l'intérêt du Sénat de révéler la conclusion à laquelle je suis arrivé: je dis à regret que si nous adoptons le bill sans amendement, ce sera une date tristement mémorable pour le Sénat. Je le dis parce que quelle que soit la conviction des sénateurs au sujet du bien-fondé de la conduite qu'on nous propose, à cause des raisons que j'ai données ou d'autres, ce n'est pas l'impression qui s'en dégage dans tout le pays.

**L'honorable M. Martin:** Tâchons d'en donner une meilleure.

**L'honorable M. Grosart:** Le sénateur Martin nous dit «Tâchons d'en donner une meilleure.» C'est ce que certains d'entre nous essayons de faire depuis bien des jours.

**L'honorable M. Martin:** Non, certainement pas.

**L'honorable M. Grosart:** Je ne vois pas d'autre moyen pour le Sénat de le faire que de s'affirmer en ce moment et de dire: «Nous allons renvoyer ces amendements à l'autre endroit.» J'ai examiné ce problème des deux points de vue. J'avais espéré pouvoir me convaincre que nous pourrions de quelque autre manière donner une meilleure impression, comme le dit l'honorable leader du gouvernement, mais je dois l'aviser qu'au cours des longues luttes politiques ce sont toujours les actes d'une institution qui comptent, qui s'inscrivent dans l'histoire, non pas ce que ses membres disent avoir voulu faire, les raisons qu'ils invoquent pour se justifier, mais ce qu'ils ont fait. Tout ce que j'entends à la radio et à la télévision, tout ce que je lis dans les journaux, tout ce qu'on me dit au téléphone et dans des lettres, c'est que le moment était arrivé pour le Sénat de défendre ses propres amendements quelles qu'en soient les conséquences, quels que soient les problèmes suscités. Nous aurions dû maintenir notre position dans l'intérêt du Sénat.